

Ils incarnent ce que les rassemblements du Maïdan dénonçaient : la corruption, la collusion entre politique et intérêts économiques, le règne du non-droit. Ils sont toujours là aujourd'hui et leur pouvoir s'est même accru, tant ils semblent tenir les ficelles de l'Ukraine de demain. Les oligarques sont, plus que jamais, au cœur du système ukrainien.

Ce n'est pas l'extrême droite ukrainienne qui sortira gagnante du scrutin législatif de ce dimanche 26 octobre, comme veulent le faire croire la propagande russe ou certains milieux politiques en France. Ceux-là agitent la menace de formations extrémistes qui n'ont, en fait, aucune chance de franchir le seuil des 5 % nécessaires pour entrer au Parlement. Il est un milieu, en revanche, qui n'a rien à perdre à ces élections : ce sont les oligarques.

Ces derniers ont en effet placé leurs hommes sur les différentes listes électorales en présence. Ils devraient continuer à exercer leur influence dans les différentes sphères du pouvoir, comme ce fut le cas sous les présidences Ianoukovitch, Iouchtchenko et Koutchma. Surtout, certains de ces Ukrainiens riches ont assis leur domination dans de nouveaux secteurs, à la faveur de la guerre dans laquelle est plongé le pays. Onze mois après les premiers rassemblements sur le Maïdan, la place centrale de Kiev, la volonté de réformer le pays et de le débarrasser de la « clique » Ianoukovitch semble comme rendue caduque par des intérêts qui la dépassent.

« L'Ukraine fait actuellement face à deux processus : une contre-révolution interne et une contre-révolution venue de l'extérieur, explique le président de la [Fondation pour la bonne gouvernance](#) Mikhaïlo Minakov. En 2005, les idéaux de la Révolution Orange avaient été trahis par les élites ukrainiennes. En 2014, il y a non seulement une trahison par les élites ukrainiennes, mais de plus, le pays est victime d'un coup porté par l'extérieur, la Russie. »

Ce double processus empêche, selon cet observateur, les idéaux portés par le Maïdan de se réaliser. Car la contre-révolution interne est une « contre-révolution oligarchique » : « Des oligarques prennent le contrôle dans des domaines qui étaient du ressort de l'État, dans lesquels ils n'intervenaient pas jusqu'à présent : des zones géographiques, des branches militaires, des groupes paramilitaires. Pourquoi ? Parce que la société ukrainienne vit un moment de peur, c'est cela qui donne la possibilité aux groupes financiers de prendre le pouvoir en échange d'une promesse ou d'un espoir de sécurité. »

Élément clef de cette nouvelle configuration : le président lui-même, [Petro Porochenko](#), milliardaire dont la fortune ne repose certes pas sur le commerce du gaz ou du pétrole, comme celles de la plupart des oligarques ukrainiens, mais sur un groupe de confiserie, Roshen. L'homme avait promis, avant son élection, de se séparer de sa chaîne de télévision ([Canal 5](#)) qui avait largement soutenu le mouvement du Maïdan. Aujourd'hui, Porochenko président est toujours propriétaire de la chaîne, ce qui, même si le média n'est pas le plus regardé du pays, pose un évident problème de conflit d'intérêts.

En août, le président a annoncé la vente prochaine de ses actifs dans Roshen - une opération confiée au groupe Rothschild - et ses biens en Russie ont été gelés - ce qui a porté un sérieux coup à sa société. Mais selon Mikhaïlo Minakov, dont la fondation, indépendante, conseille différents partis politiques ukrainiens, ces premiers mois de présidence montrent en réalité que Porochenko est encore dans la perpétuation du système. « On voit, à travers ses nominations et la constitution des listes électorales, que Porochenko cherche une rente politique », même si l'homme, soutient-il, est le mieux formé et le plus compétent que le pays ait jamais vu à ce poste.

De même, le n°2 de l'administration présidentielle s'avère être lui aussi un homme d'affaires : Iouri Kosiouk, agro-industriel, est l'un des premiers Ukrainiens à avoir obtenu, six mois avant le sommet de Vilnius, le certificat de conformité avec les standards européens.

Sur la liste électorale du camp présidentiel et intitulée « Bloc Porochenko », on trouve par ailleurs le fils du chef de l'État et un certain nombre de personnalités liées à des oligarques. Sans compter deux figures du journalisme ukrainien indépendant : Serghiy Lechtchenko, directeur adjoint du journal [Ukrainska Pravda](#), et Mustafa Nayyem, rédacteur en chef de [Hromadstke TV](#) que [Mediapart avait rencontré à Kiev en mai dernier](#). Après avoir observé avec une distance critique l'arrivée au pouvoir de Petro Porochenko, ces deux hommes se sont donc finalement ralliés à celui que l'on appelle en Ukraine le « roi du sucre »... Nul doute qu'ils privent aussi, ce faisant, le quatrième pouvoir ukrainien de deux voix percutantes.

De fait, représentants des oligarques, journalistes et figures du Maïdan irriguent la plupart des listes en compétition ce dimanche 26 octobre : elles sont à l'image des partis politiques ukrainiens, coincées entre la volonté d'avancer sur les réformes et la nécessité de s'arranger avec ceux qui détiennent encore le pouvoir sur le terrain.

« Les listes de candidats comprennent des activistes civiques, des hommes d'affaires de second rang, des politiciens de carrière, des escrocs de toutes sortes et même des responsables de détournements majeurs de fonds de l'État, constate sévèrement l'ancien rédacteur en chef de *Forbes Ukraine*, Vladimir Fedorin, dans [un article publié dans \*Moscow Times\*](#). Il y a un groupe qui manque, ce sont les réformateurs - des leaders qui comprennent qu'il ne faut pas privilégier les mesures de soulagement de court terme sur les développements économiques de long terme. »

Se couper complètement des escrocs et autres entrepreneurs véreux ? L'affaire n'est pas si simple. « Couper les ponts avec les oligarques n'est pas une décision aisée, estime Mikhaïlo Minakov, qui, avant d'être conseiller, fut infirmier puis doctorant en philosophie... Il y a un tel besoin de financement dans le pays, or ce sont eux qui ont l'argent ! Et puis, il faut bien avoir en tête qu'en Ukraine, les partis politiques représentaient jusqu'à présent des intérêts économiques, pas des idées comme dans l'Union européenne... » On ne construit pas un nouveau système politique en quelques mois.

De fait, les réformes démocratiques voulues par le Maïdan n'avancent guère. Au mois de mai, le premier ministre Arseni Iatseniouk avait annoncé la mise à jour de la liste des entreprises d'État à privatiser - quelque 10 000 sociétés que le gouvernement avait répertoriées en 1993, dont 15 % avaient alors officiellement été vendues et dont le reste était passé, de facto, sous contrôle des oligarques sans qu'ils dépensent la moindre hryvnia pour les acheter. Procéder à une vente en bonne et due forme afin que les oligarques s'acquittent de leur dû faisait donc partie des objectifs du chef de l'exécutif... Objectif oublié aujourd'hui, tout comme la réforme du système d'imposition pour les entreprises, elle aussi annoncée au printemps.

L'annulation de ces réformes va dans le sens des intérêts de deux hommes, estime Mikhaïlo Minakov que Mediapart a rencontré lors de son récent passage à Paris : Rinat Akhmetov et Igor Kolomoïski.

## Donetsk contre Dnipropetrovsk

Rinat Akhmetov et Igor Kolomoïski : ces deux itinéraires illustrent l'histoire de l'Ukraine indépendante, aujourd'hui comme hier prise en tenailles entre diverses luttes d'influence. L'un vient de Donetsk, l'autre de Dnipropetrovsk - ces deux villes de l'est de l'Ukraine qui s'opposent depuis 1991 à travers deux clans politiques qui ont, tour à tour, envoyé ministres et présidents à Kiev.

Tous deux ont bâti des empires faits d'industrie, de foot et de médias dans le grand bazar des années 1990. Akhmetov, fils de mineur tatar, désormais n°1 dans les secteurs du charbon et de l'acier et propriétaire du club de foot Shakhtar Donetsk, est l'homme le plus riche d'Ukraine. Il pèse 11,9 milliards de dollars selon [le classement Forbes des plus grandes fortunes mondiales](#). Le second, à la tête du gigantesque groupe Privat qui possède entre autres la première banque du pays et de nombreuses filiales dans l'industrie chimique, l'acier et l'énergie, occupe « seulement » la cinquième place, avec une fortune estimée à 1,6 milliard. Aujourd'hui, ce dernier est à nouveau en pleine phase de conquête, tandis que le premier perd du terrain.

« *Rinat, as-tu trahi ou vendu le Donbass ?* » pouvait-on lire ce printemps, à Kiev, sur un graffiti apposé sur l'un des centres commerciaux de l'oligarchie. Cette phrase illustre le jeu trouble que Rinat Akhmetov a mené dans cette région de l'est, n'annonçant que très tardivement sa loyauté à l'égard de Kiev et son attachement à l'unité de l'Ukraine.

C'est en effet au mois de mai que dans une allocution télévisée et diffusée sur Internet, avec une solennité et une langue de bois d'un autre temps, l'oligarchie déclare au sujet des groupes séparatistes : « *Les gens de la "République populaire de Donetsk" : qu'ont-ils fait pour notre pays ? Quels emplois ont-ils créés ? (...) C'est une guerre contre les citoyens de notre région. (...) C'est un génocide du Donbass. Je ne laisserai pas le Donbass se faire détruire.* » Depuis, l'homme a complètement disparu des médias après son appel, en juillet, à des discussions de paix.

Rinat Akhmetov, le 19 mai 2014, se déclare opposé aux séparatistes du Donbass

Homme d'affaires au business étroitement lié à la Russie, homme de réseaux au pouvoir immense sur sa région, Rinat Akhmetov avait pourtant semblé, dans un premier temps, se situer du côté pro-russe. Finalement, il ne fait rien, en dépit de son influence, pour canaliser les combats et laisse la situation échapper à tout contrôle. Ce positionnement confus, aujourd'hui, se retourne contre lui - non sans susciter des questions sur la guerre économique qui se joue en arrière-plan. Car quel que soit le résultat final - victoire du camp séparatiste ou reprise en main par les autorités ukrainiennes -, le résultat pour les usines d'Akhmetov sera le même : situées en grande partie dans la zone des affrontements, elles subissent des dégâts considérables et l'empire de cet oligarque est sérieusement entamé.

D'après [certains journalistes sur le terrain](#), des usines d'Akhmetov auraient en outre été mises à contribution pour abriter des troupes séparatistes. De nombreux chantages locaux lient en réalité les uns et les autres, entre tirs d'obus et menaces de destruction des emplois...

Dans ce grand redécoupage, Igor Kolomoïski, lui, a endossé le rôle du patriote et tire habilement son épingle du jeu, décrochant de nouvelles positions non seulement économiques, mais aussi stratégiques et militaires. En mars, il est nommé par Kiev au poste de gouverneur de Dnipropetrovsk. Il met sur pied un bataillon (Dnipro) pour défendre la région d'une intervention pro-russe, promet une prime de 10 000 dollars à chaque capture d'un « bonhomme vert », ces soldats sans insigne venus de Russie, et parvient à empêcher les désordres dans sa zone.

Non content de prendre les pleins pouvoirs sur sa région, Kolomoïski étend en outre son influence au-delà. L'un de ses associés, Igor Palytsia, est nommé au mois de mai gouverneur d'Odessa (un poste pour le moins stratégique, l'État ayant décidé de vendre la société qui gère le port de marchandises, et Kolomoïski ayant déjà manifesté son intérêt...) ; plusieurs membres de son bataillon rejoignent la police et l'armée ukrainienne ; et il parvient à placer des partenaires ici et là, comme le nouveau PDG de l'aéroport de Kiev (Boryspil). L'ensemble de la nouvelle direction de Boryspil est en outre constituée d'anciens de Privat, le groupe de Kolomoïski. Et en septembre, premier scandale : seules les compagnies liées à Dniproavia (compagnie contrôlée à 95 % par Privat) sont autorisées à utiliser l'aéroport...

Parmi les autres victoires de Kolomoïski : la levée d'un litige avec l'État, qui datait de Ianoukovitch, sur le sort de l'une de ses sociétés. Tout cela ne se fait pas sans contrepartie : ces dernières semaines, Ukrnafta, le n°1 ukrainien du gaz et du pétrole, entreprise mi-étatique dont la part privée est contrôlée par Privat, s'est ainsi engagée à payer à l'État trois années d'arriérés de dividendes... D'après un analyste ukrainien qui suit ces opérations, cette décision serait un échange pour la prise de contrôle de Boryspil ; elle garantirait en outre le maintien de tarifs avantageux pour Ukrnafta.

## L'héritage de Firtach

Tous ceux qui s'opposent frontalement à Kolomoïski le font désormais à leurs risques et périls. Oleg Liachko, le troisième homme de l'élection présidentielle au mois de mai (8,32 % des voix alors que son parti n'avait auparavant conquis qu'un seul siège à l'Assemblée), leader populiste du Parti radical, a ainsi vu son ascension brusquement enrayerée à partir du moment où il a commencé à s'attaquer à l'oligarchie de Dnipropetrovsk. La chaîne 1+1 (contrôlée par Kolomoïski qui y a injecté 100 millions de dollars cet été) s'est lancée dans une campagne de dénigrement à son encontre... et la popularité de Liachko dans les sondages s'est effondrée.

« *Ce qui est en jeu actuellement, c'est l'héritage de Firtach* », décrypte Mikhaïlo Minakov : chacun veut sa part de gâteau. Car Dmitro Firtach, oligarque passé par le commerce alimentaire dans les années 1990 avant de se tourner vers le commerce du gaz dans les années 2000 et de devenir, avec sa société RosUkrEnergo, le partenaire clef de Gazprom en Ukraine, a été interpellé à Vienne en mars dernier. Sous le coup d'un mandat d'arrêt américain, assigné à résidence dans l'attente de son extradition pour une affaire ancienne de pots-de-vin versés en Inde, l'homme a été contraint de se tenir à distance des derniers événements ukrainiens.

« *Mes affaires sont en train d'être détruites. Je subis des dommages en termes de réputation, de grandes pertes, des centaines de millions de dollars* », disait-il [dans un entretien au Monde, en mai](#). Depuis, Dmitro Firtach a effectivement perdu le contrôle de deux grands complexes industriels appartenant de jure au gouvernement. Mais pas question pour lui d'abandonner la partie : il fait tout pour peser encore sur les affaires ukrainiennes.

Début octobre, cet homme qui se présente sur [son site](#) comme « *businessman, investisseur et philanthrope* », organisait ainsi à Vienne un grand symposium intitulé « L'Ukraine en Europe : paix et développement ». On pouvait y croiser Vitali Klitchko, le nouveau maire de Kiev et leader du parti Oudar (« Alliance démocratique ukrainienne pour les réformes »), aujourd'hui rallié au président Porochenko, mais aussi l'ancien président Viktor Iouchtchenko, icône des ratés de la Révolution Orange, ou encore un certain BHL.

« De toute façon, les oligarques ne vont pas disparaître du pays. L'enjeu pour le moment est plutôt de les rendre honnêtes, de les obliger à respecter les règles, de faire cesser la corruption », reconnaît l'analyste Mikhaïlo Minakov. Ces oligarques qui étaient étroitement liés au pouvoir de Ianoukovitch et avaient autorité sur des dizaines de députés vont-ils dorénavant montrer patte blanche et se distancer de la Rada ? Pour l'heure, une chose est sûre, ils continuent à défendre leurs intérêts, même si cela se fait de manière plus subtile.

Dans cette nouvelle configuration, certains se sont par exemple mis en retrait, tel Viktor Pincouk, deuxième fortune ukrainienne dans le classement Forbes, leader dans la production de pipelines et gazoducs, aujourd'hui fervent promoteur d'art contemporain (voir son [Pinchuk Art Centre](#)). Officiellement, cet oligarque a refusé de collaborer avec le nouveau gouvernement de Kiev. Mais il n'en demeure pas moins une force influente, avec des participations dans plusieurs chaînes de télévision et la possession d'un des plus gros tirages du pays ([Fakty](#)). Kolomoïski et Firtach, eux, ont ouvertement pris position en faveur de Petro Porochenko. Certains observateurs à Kiev estiment que le premier aurait même contribué au financement à la fois du « Bloc Porochenko » et du Front populaire, la formation concurrente créée par le premier ministre Arseni Iatseniouk. Pas certain, donc, que la nouvelle assemblée qui sera élue dimanche soit complètement indépendante des intérêts de ces hommes d'affaires, même si Kolomoïski a affirmé fin septembre [qu'il ne créerait pas de groupe d'influence au Parlement](#). « En comparaison avec la précédente Rada et le nombre de députés que contrôlaient Akhmetov et Firtach, le nombre de parlementaires aux bottes des oligarques restera modeste », tempère le journaliste Vladimir Fedorin, joint par Mediapart.

Une pointe d'optimisme toutefois ressort de l'analyse de Mikhaïlo Minakov : « Le "Bloc Porochenko" est déjà donné favori du scrutin. Mais il ne pourra gouverner seul, il reste une inconnue sur la formation qui arrivera en deuxième place et donc, sur la coalition avec laquelle Porochenko devra gouverner. Cette incertitude est déjà, en soi, une marque de démocratie ; c'est positif. » Tout comme l'est [l'ensemble de lois anti-corruption votées le dernier jour de la session parlementaire, le 14 octobre](#), même s'il reste de nombreuses lacunes à combler.

« C'est un début pour la mise en place de nouvelles institutions. La révolution du Maidan a eu un impact. On le voit dans les attitudes des gouvernants, ils affichent un train de vie plus respectable, les tailleurs hors de prix de Ioulia Timochenko, ça ne marche plus », estime Mikhaïlo Minakov. « La situation est plus équilibrée qu'avant le Maidan, assure de son côté le journaliste Vladimir Fedorin, spécialiste d'économie. Aucun clan ne pourra désormais s'approprier les fonds de l'État, les dépenses budgétaires vont être examinées à la loupe. De ce point de vue-là, les oligarques sont perdants. » Les oligarques sont toujours là, mais à vouloir défendre chacun leur empire, ils ont laissé s'installer une forme de pluralisme. Un pluralisme encore imparfait mais où, à la différence de la Russie, pouvoirs politique et médiatique ne sont pas concentrés dans les mains d'un seul clan.

Lire aussi

- [Guerre et révolution en Ukraine](#)  
Par [La rédaction de Mediapart](#)
- [«A Kiev, nous n'avons fait qu'une moitié de révolution»](#)  
Par [Amélie Poinssot](#)
- [Petro Porochenko, président consacré avant même son investiture](#)  
Par [Amélie Poinssot](#)
- [En pleine guerre contre les séparatistes, le gouvernement ukrainien vacille](#)  
Par [Amélie Poinssot](#)
- [A Moscou, le centre Levada détaille les ressorts de la popularité de Poutine](#)  
Par [Agathe Duparc](#)